



Volet B

**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte**

Réservé
au
Moniteur
belge



16148589

Déposé/Reçu le

14 OCT. 2016

Greffe

au greffe du tribunal de commerce
francophone de Bruxelles

N° d'entreprise : 0599879870

Dénomination : Open Source Publishing A.S.B.L.
(en entier) :

(en abrégé) : OSP

Forme juridique : A.S.B.L.

Siège : Rue Franz Merjay, 93 - 1050 Ixelles, Bruxelles

Objet de l'acte : — Changement de siège social
— Modifications statutaires

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale du 1er juillet 2015 :

1. Modification des statuts

Abrogation du 11e tiret de l'article 12. Concernant la modification du Règlement d'ordre intérieur, un conflit de pouvoir résidait jusqu'à maintenant dans le texte des statuts. Le CA et l'assemblée ayant tous deux de modifier le règlement (ce qui était contradictoire avec l'article 23, alinéa 3).

Le rôle du règlement d'ordre intérieur est rappelé et une discussion sur le plus logique a lieu. Celle-ci pose interrogé aussi plus largement la relation du CA avec les membres. À ce stade, le CA n'étant pas automatiquement inclus dans l'assemblée générale.

Une suggestion est faite de faire rentrer les membres du CA comme membres sources, ce qui permettrait qu'ils soient forcément présents à l'Assemblée générale.

Une autre possibilité consisterait à attribuer le droit de vote au membres du CA. Les membres effectifs étant actuellement la seule exigence permettant au quorum d'avoir son quota.

Après quelques discussions, une décision est prise : Le règlement d'ordre intérieur peut être modifiée à condition que la moitié de l'Assemblée générale en donne l'accord. L'AG est composée des membres effectifs et des membres du CA.

Changement d'adresse légale. OSP emménage dans de nouveaux bureaux partagés dès juillet 2015. L'adresse du siège sociale de l'asbl est maintenant : WTC, tour 1 - Avenue Roi Albert II / Koning Albert II laan, 30 boîte n°8, 1000 Bruxelles.

Mise en place d'une cotisation. L'introduction d'une cotisation est validée. Le montant est défini dans le ROI. Les possibilités d'usage de cette entrée d'argent sont discutées.

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/10/2016 - Annexes du Moniteur belge

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers.

Au verso : Nom et signature

Après vérification que le quorum de présence minimum de deux tiers était respecté, l'assemblée générale a décidé d'approuver le changement de siège social de l'ASBL et de choisir le siège social suivant à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés :

WTC, tour 1
Avenue Roi Albert II / Koning Albert II laan, 30
boite n°8
1000 Bruxelles

Suivant ce même quorum de présence (92%) et un vote unanime, les articles 2, 10, 12, 14 et 23 ont été modifiés comme tels :

Article 2 : Siège social

Son siège social est établi à WTC, tour 1, Boulevard du Roi Albert II 30, 1000 Bruxelles dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Toute modification du siège social est de la compétence exclusive de l'assemblée générale qui votera sur ce point, conformément à la loi du 27 juin 1921, adaptée et modifiée par la loi du 2 mai 2002.

Article 9 : Cotisations

Les membres peuvent être soumis à un droit d'entrée et/ou à une cotisation. Le montant pour chaque type de membre est spécifié dans la ROI.

Article 10 : Composition

L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs, des membres sources et des administrateurs. Seules ces catégories y ont voix délibérative. Les membres adhérents peuvent assister aux assemblées générales, mais n'y ont pas voix délibérative.

Le conseil d'administration désigne un de ces membres pour présider chaque réunion de l'assemblée générale.

Article 12 : Pouvoirs

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle est notamment compétente pour :

- la modification des statuts ;
- l'exclusion de membres ;
- la nomination et la révocation des administrateurs, des vérificateurs aux comptes et du ou des liquidateurs ;
- la fixation de la rémunération des vérificateurs aux comptes dans les cas où une rémunération est attribuée ;
- l'approbation des comptes et des budgets ;
- la décharge à octroyer annuellement aux administrateurs, aux vérificateurs volontaires, aux liquidateurs ;
- la dissolution volontaire de l'association ;
- la transformation éventuelle en société à finalité sociale ;
- la décision de la destination de l'actif en cas de dissolution de l'association ;
- tous les cas exigés dans les statuts ;
- décider d'intenter une action en responsabilité contre tout membre de l'association, tout administrateur, tout vérificateur aux comptes (ou commissaire aux comptes), toute personne habilitée à représenter l'association ou tout mandataire désigné par l'assemblée générale.

Article 14 : Délibération

L'assemblée générale délibère valablement dès que la moitié du total formé par l'ensemble des administrateurs et des membres effectifs est présente ou représentée, sauf dans le cas où la loi exige un quorum de présences et un quorum de votes, soit la modification statutaire, l'exclusion d'un membre, la dissolution de l'asbl ou la transformation en société à finalité sociale.

Volet B - suite

L'assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

L'assemblée générale doit être convoquée par le conseil d'administration lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande écrite. De même, toute proposition soumise par trois membres effectifs ou source doit être portée à l'ordre du jour de l'assemblée générale suivante.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts. En cas de partage des voix, la voix du président de l'assemblée est prépondérante.

Article 23 : Pouvoirs

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Le conseil d'administration fonctionne sur un mode collégial. Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi ou les statuts à l'assemblée générale seront exercées par le conseil d'administration.

Il peut notamment, sans que cette énumération soit limitative, faire et passer tous les actes et contrats, ouvrir et gérer tout compte bancaire, transiger, compromettre, acquérir, échanger, vendre tout bien, meuble ou immeuble, hypothéquer, emprunter, conclure des baux, accepter tout leg, subside, donation et transfert, renoncer à tout droit, représenter l'association en justice, tant en défendant qu'en demandant. Il peut aussi nommer et révoquer le personnel de l'association.

Le conseil d'administration contrôle les modifications de la Recette d'Ordre Intérieur effectuées par les membres effectifs.

L'assemblée générale du 01/07/2015 a décidé d'adopter à l'unanimité des voix des membres présents ou représentés les statuts coordonnés tels que libellés ci-dessus et qui remplacent ceux précédemment en vigueur.

Femke Snelting
Membre de conseil
d'administration